

---

## Du « patrimoine perdu » au « patrimoine commun européen »

Tobias Weger

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/303>

DOI : 10.4000/allemande.303

ISSN : 2605-7913

### Éditeur

Société d'études allemandes

### Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2015

Pagination : 385-399

ISSN : 0035-0974

### Référence électronique

Tobias Weger, « Du « patrimoine perdu » au « patrimoine commun européen » », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 47-2 | 2015, mis en ligne le 13 décembre 2017, consulté le 18 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/303> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.303>

---

*Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*

## Du « patrimoine perdu » au « patrimoine commun européen »

■ Tobias Weger\*

### Le « patrimoine culturel » – une approche

Que signifie en réalité le terme de « patrimoine », terme que l'on retrouve dans les discours politiques, administratifs et diplomatiques depuis plusieurs décennies ? Les usages en français ou en allemand, quoique différents au premier abord, renvoient pourtant aux mêmes origines sémantiques. En français, le « patrimoine culturel » ou « patrimoine historique » fait étymologiquement allusion au « *patrimonium* » du droit romain, c'est-à-dire à « l'héritage du père »<sup>(1)</sup>. En allemand (et dans d'autres langues germaniques), on utilise les expressions « *Kulturerbe* » ou « *geschichtliches Erbe* » qui se réfèrent également à des biens matériels ou immatériels légués par les générations précédentes<sup>(2)</sup>.

Cet article s'intéresse aux changements et infléchissements de cette terminologie, et tout particulièrement à ceux observés dans le discours des représentants politiques des réfugiés allemands, populations arrivées dès la fin de la Seconde Guerre mondiale des pays d'Europe centrale et orientale. Quelles sont par conséquent les conditions qui ont permis la mutation de ce « patrimoine perdu » en un « patrimoine commun européen » ou simplement un « patrimoine commun » pour reprendre deux expressions actuellement en usage ? Quels en sont les acteurs et quel est le sens de ces transformations ?

---

\* Docteur en histoire, collaborateur scientifique au *Bundesinstitut für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa Oldenburg*.

1 Cf. Astrid SWENSON, « *Heritage* », « *Patrimoine* » und « *Kulturerbe* ». *Eine vergleichende historische Semantik*, in: Dorothee HEMME, Markus TAUSCHEK, Regina BENDIX (dir.), *Prädikat « Heritage ». Wertschöpfungen aus kulturellen Ressourcen*, Berlin, LIT, 2007, p. 53-74.

2 « *Cultural heritage* » en anglais, « *erfgoed* » en hollandais. Cf. Frans GRIJZENHOUT (dir.), *Erfgoed. De geschiedenis van een begrip*, Amsterdam, 2007. Pour la discussion dans le contexte germanophone, cf. Markus TAUSCHEK, *Kulturerbe. Eine Einführung*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 2013.

S'agit-il du résultat significatif d'une « européanisation » ou bien d'une simple façade rhétorique derrière laquelle se cachent des mentalités et des traditions anciennes ?

Les termes de « patrimoine culturel » ou de « *Kulturerbe* » figurent ainsi dans de nombreux titres de conférences et de publications scientifiques. Ils sont constitutifs de la terminologie-clé de conventions internationales pour la protection du patrimoine culturel (*Kulturerbeschutz*) ainsi que de réglementations juridiques au niveau national, européen et international<sup>(3)</sup>. En outre, ils réapparaissent souvent dans les discours politiques. Ils sont ainsi employés dans des contextes différents, et peuvent avoir deux acceptions tout à fait distinctes : premièrement, au sens d'un bilan, ils servent à représenter les faits culturels matériels et immatériels d'une ville, d'une région, d'un pays ou bien encore d'une culture spécifique (par exemple les émanations d'une culture minoritaire – religieuse, ethnique ou sociale). Deuxièmement, cette terminologie peut être l'expression des désirs, des espoirs, mais aussi des prétentions de groupes d'intérêt, qui cherchent à transformer la culture en un instrument, voire une « arme » du discours social à charge hautement émotionnelle. Dans les conflits politiques opposant deux groupes ou bien deux nations, la référence au « patrimoine culturel » peut devenir un outil permettant de souligner une hiérarchie sociale imaginée. Il serait naïf de croire que la « grande » culture représente en soi une force qui rapprocherait et réunirait les nations. Les destructions conscientes de biens culturels viennent réfuter de manière impressionnante et terrifiante cette hypothèse optimiste et philanthrope. L'anéantissement, en 2001, des Bouddhas de Bâmiyân par les Talibans afghans<sup>(4)</sup>, la dévastation des lieux sacrés de la ville malienne de Tombouctou en 2012<sup>(5)</sup> ou les récentes fouilles sauvages des sites archéologiques de Syrie et de l'Iraq fournissent des exemples récents de ce phénomène<sup>(6)</sup>. Ces actes démontrent que les biens culturels matériels exigent une protection similaire à celle des droits de l'Homme et du Citoyen. Cependant, il existe également l'exemple contraire de l'engagement civil en faveur du patrimoine culturel. Lors de la première phase du « printemps arabe » en Égypte, en 2011, le régime du président Hosni Moubarak fit ouvrir les prisons afin de libérer des criminels susceptibles de se mettre à leur service en tant que provocateurs lors des manifestants démocratiques sur la place Tahir. Certains criminels pénétrèrent alors dans le célèbre Musée égyptien du Caire et commencèrent à démolir les vitrines de l'exposition et à dérober des objets précieux. Durant cet acte de vandalisme, ils détruisirent des objets d'une valeur inestimable<sup>(7)</sup>. Peu de temps après, un groupe de citoyens égyptiens formèrent spontanément

3 Cf. Ernst-Rainer HÖNES, *Das Recht über/auf Kulturerbe: von nationalen zu globalen und transkulturellen Perspektiven*, in : Michel FALSER, Monica JUNEJA (dir.), *Kulturerbe und Denkmalpflege transkulturell. Grenzgänge zwischen Theorie und Praxis*, Bielefeld, transcript, 2013, p. 301-320.

4 Cf. Llewelyn MORGAN, *The Buddhas of Bamiyan*, Londres, Profile Books, 2012, p. XI et *passim*; Claudio MARGOTTINI, *After the Destruction of Giant Buddha Statues in Bamiyan (Afghanistan) in 2001. A UNESCO's Emergency Activity for the Recovering and Rehabilitation of Cliffs and Niches*, Berlin, Springer, 2014.

5 Cf. Houday Ag MOHAMED, *Tombouctou 2012. La ville sainte dans les ténèbres du jihadisme*, Wavrin, La Ruhe aux livres, 2013.

6 Cf. Mamoun FANSA (dir.), *Syrien. Sechs Weltkulturerbe-Stätten in den Wirren des Bürgerkriegs*, Mayence, Nünnerich-Asmus, 2014.

7 Dieter BARTETZKO, « Ägyptens große Schätze ohne Schutz », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2.02.2011.

une sorte de « Défense civile » du musée, encerclant le bâtiment par une « chaîne humaine ». Les participants de cette manifestation évitèrent ainsi que les destructions puissent être perpétrées. Les forces démocratiques du pays avaient démontré combien elles reconnaissaient l'importance et la valeur du musée pour l'identité culturelle de l'Égypte. Elles étaient prêtes ainsi à risquer jusqu'à leurs propres vies pour le protéger<sup>(8)</sup>.

Les êtres humains créent, sans cesse et où qu'ils soient, des repères matériels et immatériels de leur culture. Certains biens immatériels tels que les chants, les traditions orales ou certains actes habituels (coutumes) ne sont pas forcément rattachés à un espace spécifique. Ils peuvent être transférés en d'autres lieux, en l'occurrence par le biais des migrants. D'autres biens culturels, immobiliers, notamment les artefacts architecturaux, ont été créés en un lieu et dans un contexte socioculturel particulier qui ne permet pas leur reproduction. Qu'en est-il de ces créations culturelles, si les conditions socioculturelles et politiques ou bien l'appartenance à un État donné changent ? L'histoire de l'Europe connaît de multiples exemples de modifications frontalières impliquant le changement de la culture dominante. L'introduction de la foi chrétienne entraîna la disparition de nombreux sites de cultures préchrétiennes. L'époque moderne, caractérisée par la confessionnalisation, vit apparaître, dans certaines parties d'Europe dont les populations adhéraient désormais au protestantisme, l'iconoclasme (« *Bildersturm* ») impliquant la destruction intentionnelle d'objets provenant d'autres orientations religieuses, principalement de la tradition catholique<sup>(9)</sup>. Or, le changement de frontières et des appartenances étatiques à la suite de conquêtes et d'annexions posait la question de savoir comment traiter les biens matériels que des populations désormais minoritaires ou bien des groupes expulsés, bannis ou réfugiés ont laissés derrière eux.

### Le patrimoine culturel des Allemands d'Europe orientale

Les populations germanophones venues d'Europe centrale et orientale à la fin de la Seconde Guerre mondiale sont au centre de nos réflexions. Il faut distinguer parmi elles les anciens citoyens allemands arrivés des provinces orientales de l'Empire allemand<sup>(10)</sup> et les Allemands venant des minorités germanophones de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie ou bien encore d'Union soviétique. Ces derniers furent transférés, dans le cadre de la politique nazie du « rétablissement ethnographique » dès le mois d'octobre 1939 vers les territoires sous occupation allemande, principalement en Pologne et en Tchécoslovaquie annexées. D'autres subirent, à partir de 1944/45, les conséquences de la réorganisation européenne conçue par les pouvoirs alliés – les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique – lors des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam. Un certain nombre d'Allemands restèrent d'abord en Russie, en Hongrie, en Roumanie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, mais

---

8 Claire TALON, « L'étrange razzia nocturne du Musée du Caire », *Le Monde*, 11.03.2011 ; « Les musées égyptiens un an après la Révolution », in : <[www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/egyptian\\_museums\\_one\\_year\\_after\\_the\\_revolution/#.VTkv6NJ\\_Oko](http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/egyptian_museums_one_year_after_the_revolution/#.VTkv6NJ_Oko)> (14.04.2015).

9 Robert SCRIBNER (dir.), *Bilder und Bildersturm im Mittelalter und in der frühen Neuzeit*, Wiesbaden, 1990.

10 Il s'agit de la Prusse orientale, la Poméranie, le Brandebourg oriental ainsi que la Haute et la Basse Silésie.

la plupart d'entre eux émigrèrent à partir des années 1950 en RFA ou en RDA en tant que « rapatriés tardifs » (« *Spätaussiedler* »)<sup>(11)</sup>.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, les Allemands avaient commencé à s'intéresser davantage aux artefacts et aux émanations culturelles des groupes germanophones en Europe orientale. Cette approche correspondait à l'autodéfinition des Allemands qui se considéraient comme une nation culturelle (*Kulturnation*), s'étendant au-delà des frontières politiques et étatiques<sup>(12)</sup>. Ainsi, le Musée national germanique (*Germanisches Nationalmuseum*) de Nuremberg, inauguré en 1854, collectionna des objets créés par les « Saxons de Transylvanie » (*Siebenbürger Sachsen*) ou bien par les Allemands habitant les provinces russes avoisinantes la mer Baltique<sup>(13)</sup>. À cette époque, l'intérêt des muséologues relevait avant tout de l'histoire, de l'histoire de l'art et de l'ethnographie, et n'était pas encore lié à l'idéologie panallemande. Le musée comprenait également de nombreux objets originaires des cantons germanophones de Suisse, des régions germanophones de la Monarchie des Habsbourg et d'Alsace. L'idée d'un vaste État allemand qui regrouperait toutes ces populations, et promue dès les années 1890 par l'Association panallemande (*Alldeutscher Verband*), ne s'était pas encore imposée. Tout au contraire, la philosophie du musée de Nuremberg émanait de la pensée romantique d'une nation allemande définie avant tout par une culture et par une langue communes. À une période où une multitude de monarques régionaux, régnant dans leurs territoires « par la grâce de Dieu », représentait la souveraineté de la Confédération germanique (*Deutscher Bund*), la culture devait servir de lien commun pour tous les Allemands<sup>(14)</sup>.

En Allemagne, l'évolution rapide des sciences spatiales et sociales telles que la géographie et la statistique influa beaucoup sur les perceptions de l'environnement<sup>(15)</sup>. Au sein de l'Association panallemande mentionnée plus haut, les cartographes développèrent pour la première fois des conceptions spatiales pour lesquelles la représentation de groupes germanophones en Europe exprimait l'intention claire et nette et la nécessité de les « libérer » de la domination « étrangère », afin de pouvoir les englober dans un futur État commun<sup>(16)</sup>. Les fondements de cette approche légitimaient le sentiment d'appartenir à une culture supérieure à celle des voisins – surtout celle des voisins à l'Est, les Polonais et les Tchèques. Cette façon stéréotypée de penser devait compenser en quelque sorte l'union politique tardive de l'Allemagne par rapport aux autres nations dominantes en Europe, la France et l'Angleterre.

La défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie à l'issue de la Première Guerre mondiale qui impliquait des concessions territoriales, engendra une rhétorique de la

11 Cf. pour une approche statistique: Eva HAHN, Hans Henning HAHN, *Die Vertreibung im deutschen Erinnern. Legenden, Mythos, Geschichte*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2010, p. 706-726.

12 Cf. Otto DANN, *Nation und Nationalismus in Deutschland 1770-1990*, Munich, Beck, 1993 (3<sup>e</sup> éd.), p. 48-49.

13 Cf. *Das germanische Nationalmuseum und seine Sammlungen. Wegweiser für die Besuchenden*, Nuremberg, Verlag der literarisch-artistischen Anstalt des germ. Museums, 1860.

14 Cf. *Das germanische Nationalmuseum* (note 13), p. 4-6.

15 Voir Michel KORINMAN, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990.

16 Voir la carte « Das Deutsche Reich einst und seine Bewohner », in: Paul LANGHANS, *Justus Perthes' Alldeutscher Atlas*, Gotha, Perthes, 1905, p. 5.

perte. Au-delà des orientations politiques, la plupart des politiciens de la République de Weimar étaient d'avis que la politique étrangère de l'Allemagne se devait avant tout de revendiquer et de récupérer les territoires perdus en 1919 aux termes de la conférence de paix de Paris. Les partis politiques d'extrême droite ne se contentèrent pas de revendications formelles : leurs buts allaient bien au-delà de ceux des forces démocratiques. Très souvent, suivant le principe d'un discours mettant de plus en plus l'accent sur la dimension visuelle, des monuments connus comme l'hôtel de Ville de Thorn/Toruń, l'église Notre-Dame ou le « Krantor » (Porte de la grue) de Danzig/Gdańsk, les vestiges du château fort médiéval des Hohenstaufen à Eger/Cheb, la promenade balnéaire de Marienbad/Mariánské Lázně ou bien la cathédrale de Strasbourg symbolisaient cette politique révisionniste<sup>(17)</sup>. Celle-ci attribuait aux monuments ainsi qu'à leurs lieux d'implantation un caractère exclusivement « germanique » en les resituant dans une continuité historique ininterrompue. L'attention portée aux cheminées industrielles et aux fosses d'extraction de la Haute-Silésie orientale ou encore au pont ferroviaire de Dirschau/Tczew qui enjambait la vallée de la Vistule, en Prusse occidentale, au même titre que les hauts lieux des périodes antécédentes témoigne du glissement des valeurs depuis l'époque romantique. Le message que les bâtiments en brique rouge de la période médiévale ainsi que ceux de l'époque industrielle délivraient de conserve était le suivant : ce sont le génie et la force de travail des Allemands qui, au cours des siècles, transformèrent un pays « sauvage » en une sorte de paradis<sup>(18)</sup>.

De nouveau, une partie considérable des géographes allemands s'engagea en politique, durant l'entre-deux-guerres. La théorie du « sol national et culturel allemand » (*deutscher Volks- und Kulturboden*) développée en 1925 par Albrecht Penck (1858-1945) exerça de toute évidence une influence majeure<sup>(19)</sup>. Selon la définition de Penck, le « sol du peuple allemand » (*deutscher Volksboden*) recouvrait l'ensemble des territoires habités par des personnes de langue allemande. Celui-ci était bordé d'une bande plus ou moins large considérée comme le « sol culturel allemand » (*deutscher Kulturboden*) puisque portant les empreintes de la culture allemande, même s'il n'y avait, dans cette zone, pas ou très peu de présence allemande. Dans l'imagination de Penck, cette dernière zone recouvrait un territoire s'étendant de la Vistule à l'est, englobant la totalité de la Bohême et de la Moravie ainsi que de grandes parties de la Slovaquie. Les adeptes de Penck étendirent le « sol culturel allemand » encore au-delà de l'espace indiqué par leur maître<sup>(20)</sup>. Les cartes imaginées durant l'entre-deux-guerres étaient à

17 Cf. Paul von HINDENBURG, Friedrich LIENHARD, Artur BRAUSEWETTER, Paul WARNCKE, *Was wir verloren haben. Entrissenes, doch nie vergessenes deutsches Land*, Berlin, Fr. Zillesen, 1922.

18 Cf. par exemple la documentation de Paul KNÖTEL (dir.), *Oberschlesien. Ein Land deutscher Kultur*, Gleiwitz, Heimatverlag Oberschlesien, 1921, édité dans le contexte du plébiscite qui devait, en 1921, décider de l'appartenance de la Haute-Silésie à l'Allemagne ou bien à la Pologne. Le volume illustré démontre à la fois les traces de la culture traditionnelle et celles de l'industrialisation de cette région.

19 Albrecht PENCK, « Deutscher Volks- und Kulturboden », in : K[arl] C[hristian] von LOESCH, A[rnold] Hillen ZIEGFELD (dir.), *Volk unter Völkern*, Breslau, Hirth (Bücher des Deutschtums, 1), 1925, p. 62-73.

20 Cf. Tobias WEGER, « Wie weit reichte der Deutsche Osten? Kartographische Entgrenzungsstrategien », in : Andrew DEMSHUK, T. WEGER (dir.), *Cultural Landscapes. Transatlantische Perspektiven auf Wirkungen und Auswirkungen deutscher Kultur und Geschichte im östlichen Europa*, Munich, De Gruyter/Oldenbourg (Schriften des Bundesinstituts für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa, 52), 2015, p. 99-121.

l'image des représentations historiques et culturelles conquérantes. Elles dessinaient de véritables « ponts terrestres » (*Landbrücken*) ouvrant la voie vers l'Europe du Sud-Est et menant à une centaine de petits « îlots » germanophones (*deutsche Sprachinseln*) en Europe orientale. Ceux-ci étaient ainsi prédestinés à servir de base pour de futures extensions territoriales, s'appuyant sur des données à la fois factuelles et fantasmées de la présence culturelle allemande. Cette vision fut à l'origine de la guerre déclenchée par le régime national-socialiste suivant une logique de conquête de « l'espace vital » (*Lebensraum*). Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, une équipe d'historiens d'art et d'historiens participèrent à la justification des opérations militaires et de la création d'un nouvel « empire » sous domination allemande en cherchant dans les territoires occupés les traces d'une empreinte culturelle allemande<sup>(21)</sup>.

### Rhétorique de la « perte » après 1945

À la suite de la restructuration territoriale de l'Europe orientale après la Seconde Guerre mondiale, les provinces orientales de la Prusse, situées à l'est des rivières de l'Oder et de la Neisse, devinrent polonaises ou, pour ce qui est du nord de la Prusse orientale, soviétiques. La Pologne quant à elle dut céder à l'Union soviétique environ un tiers de son ancien territoire à l'est. Ces deux étapes du déplacement vers l'ouest du territoire polonais furent accompagnées par des migrations forcées des populations concernées.

En République fédérale d'Allemagne (RFA), une « culture de réfugiés » put se développer et bénéficier dès 1953 du soutien de l'État suivant les termes du § 96 de la Loi fédérale en faveur des expulsés et des réfugiés (BVFG)<sup>(22)</sup>. Dès le départ, les aspects et thématiques liés à la perte se trouvaient au centre des activités développées dans ce cadre. Cette culture spécifique fut soutenue par les *Landsmannschaften* (Associations régionales), par les autres organisations de réfugiés et d'expulsés ainsi que par les *Heimatgruppen*, regroupements d'Allemands selon leurs lieux d'origine. Souvent, ces derniers furent conçus en tant que remplacement des structures locales dissoutes en 1945 alors que les organisations majeures se considéraient comme les porte-paroles de tous les Allemands venus de l'Est<sup>(23)</sup>. La « culture » jouait, dans le nouveau contexte géopolitique, un rôle décisif, fournissant les arguments pour une politique de revanche et de récupération des territoires perdus menée depuis la RFA. Des institutions spécifiques

21 Cf. Otto KLETZL, *Die deutsche Kunst in Böhmen und Mähren*, Berlin, Deutscher Kunstverlag, 1941 ; Dagobert FREY, *Krakau*, Berlin, Deutscher Kunstverlag, s. a. [1941] ; Günther GRUNDMANN, *Deutsche Kunst im befreiten Schlesien*, Breslau, Wilhelm Gottlieb Korn, 1944 (2<sup>e</sup> édit. revue et augmentée). Otto Kletzl (1897-1945), issu du milieu nationaliste des Allemands des Sudètes, finit par occuper la chaire d'histoire de l'art à l'Université de Posen ; Dagobert Frey (1883-1962) était un historien d'art autrichien impliqué pendant la Seconde Guerre mondiale dans l'enlèvement d'œuvres d'art de la Pologne occupée ; Günther Grundmann (1892-1976) était le dernier conservateur de la province prussienne de Silésie. Après 1945 conservateur de la ville de Hambourg, il était l'un des principaux producteurs de la mémoire silésienne en RFA, ayant écrit un grand nombre de livres sur l'histoire et la culture de cette région.

22 *Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge (Bundesvertriebenengesetz – BVFG), in der Fassung der Bekanntmachung vom 10. August 2007 (BGBl, I, p. 1902), das zuletzt durch Artikel I des Gesetzes vom 6. September 2013 (BGBl, I, p. 3554) geändert worden ist*. La loi fut promulguée le 19 mai 1953.

23 Cf. HAHN/HAHN, *Die Vertreibung im deutschen Erinnern* (note 11), p. 443-460.



consacrées à la recherche et aux études sur les territoires de l'Est (*Ostforschung*) et qui cherchaient à renouer avec les traditions de l'entre-deux-guerres s'établirent au cours des années 40 et 50 – le « cercle de travail de Göttingen » (*Göttinger Arbeitskreis*), le *Collegium Carolinum* de Munich, l'Institut Herder (*Herder Institut*) de Marbourg, l'Académie de l'Allemagne du Nord (*Norddeutsche Akademie*) de Lüneburg pour ne citer que les plus importantes<sup>(24)</sup>. Depuis 1950, le *Ostdeutscher Kulturrat* (Conseil culturel est-allemand) organisait des expositions et des Semaines du livre est-allemand (*Ostdeutsche Buchwochen*). Des centaines de *Heimatsammlungen* (Collections de la petite patrie) présentaient des objets-vestiges de la germanité issue des territoires orientaux de l'Europe<sup>(25)</sup>. Les *Landesmuseen* (musées régionaux), consacrés aux différentes régions d'origine des Allemands ethniques, avaient pour but de souligner les réalisations et performances des Allemands à l'Est et de ainsi rappeler aux visiteurs quelles valeurs matérielles et idéelles les réfugiés allemands avaient laissées derrière eux<sup>(26)</sup>. En outre, ils devaient donner l'impression que la Prusse orientale, la Poméranie et la Haute-Silésie restaient des régions allemandes telles que la Bavière, le Wurtemberg ou bien la Hesse. La rhétorique de la « perte » comprenait également des tentatives d'institutionnaliser des lieux de substitution ou de compensation. Ceux-ci étaient appelés à remplacer les universités, les musées, les archives, les bibliothèques et les sociétés savantes dont on déplorait la perte. On regrettait également la perte des traditions orales telles que les dialectes, les patois, les chants et les récits typiques d'une région donnée.

Comme après la Première Guerre mondiale, certains édifices connurent une véritable « canonisation » et furent transformés en symboles ou icônes de « l'Est allemand » : la cathédrale de Königsberg/Kaliningrad avec le sépulcre du philosophe Immanuel Kant (1724-1804), le château fort de la Marienburg/Malbork, l'ancien chef-lieu de l'Ordre teutonique, l'hôtel de Ville de Breslau/Wrocław, le monastère cistercien de Leubus/Lubiąż ou le Sankt Annaberg/Góra św. Anny (Mont-Sainte-Anne) en Haute-Silésie qui avait une double connotation, étant à la fois un lieu de pèlerinage catholique et un lieu de combat germano-polonais pendant la Troisième Insurrection silésienne en mai 1921<sup>(27)</sup>. Une série de timbres – « Édifices allemands de douze siècles » – émise par la Poste ouest-allemande de 1964 à 1969 présentait, outre des bâtiments situés en RFA, un choix de lieux se trouvant en RDA ou dans les anciens territoires de l'Est, comme si ces derniers faisaient encore partie de l'État allemand<sup>(28)</sup>. On assista alors à des

24 Cf. Vejas Gabriel LIULEVICIUS, *The German Myth of the East. 1800 to the Present*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2009, p. 216.

25 Voir Cornelia EISLER, *Verwaltete Erinnerung – symbolische Politik. Die Heimatsammlungen der deutschen Flüchtlinge, Vertriebenen und Aussiedler*, Munich, De Gruyter/Oldenbourg (Schriften des Bundesinstituts für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa, 57), 2015; C. EISLER, « Landschaftsdeutungen im Kontext westdeutscher Flüchtlings- und Vertriebenenbetreuung », in: DEMSHUK/WEGER (dir.), *Cultural Landscapes* (note 20), p. 187-205.

26 Cf. l'article de Catherine Perron.

27 Cf. Felicitas SÖHNER, « Sankt Annaberg/Góra Świętej Anny », in: *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2012 <ome-lexikon.uni-oldenburg.de/54414.html> (30.06.2015).

28 Parmi les bâtiments à « l'Est allemand », la série comprenait : la Porte berlinoise de Stettin/Szczecin (5 Pf.), le *Zschocksches Stift* de Königsberg/Kaliningrad (90 Pf.) et l'hôtel-de-ville de Löwenberg/Lwówek Śląski (2 DM).



campagnes de médiatisation participant de la construction de « lieux de mémoire » : la « perte » du patrimoine culturel de l'Est était appelée à devenir un élément constitutif de l'identité de la nation tout entière.

Par ailleurs, cette complainte de la « perte » n'incluait pas les lieux négatifs de la mémoire collective : les anciens camps de concentration et camps d'extermination que l'Allemagne nazie avait érigés pour la plupart dans la Pologne occupée. Les hommages rendus aux hauts lieux de la culture allemande prévalaient sur le sentiment de responsabilité quant aux lieux que certains auraient bien voulu oublier : Auschwitz, Sobibór, Bełżec, Chełmno, Majdanek et Treblinka pour ne citer que les plus connus... Ce n'est que grâce aux activités d'initiatives civiles créées ultérieurement (telles que la fameuse « *Aktion Sühnezeichen* ») que ces lieux trouvèrent une place dans le réseau des lieux de mémoire allemands. Encore dans les années 1950, d'anciens agents secrets nazis travaillant désormais pour les nouveaux services secrets de la RFA avaient tenté de disculper l'Allemagne en introduisant le terme de « camp de concentration polonais »<sup>(29)</sup>. Les conséquences de cette campagne terminologique étaient encore bien sensibles après la fin de la Guerre froide et amenèrent le gouvernement polonais ainsi que certaines organisations juives à introduire le terme officiel de « *German concentration camps in Nazi-occupied Poland* »<sup>(30)</sup>.

### (Ré-)interprétations du patrimoine culturel dans les pays de l'Est

La République populaire de Pologne s'efforçait de donner à de nombreux monuments une nouvelle signification afin de pouvoir mieux les intégrer au discours idéologique de l'État polonais. Ainsi l'hôtel de ville gothique de Breslau/Wrocław que les Allemands avaient conçu avant 1945 comme l'un des chefs-d'œuvre de l'art bourgeois allemand du Moyen âge tardif devint un témoignage de la culture des « Piastes » – tout comme de nombreux autres édifices médiévaux en Silésie, en Poméranie ou en Prusse orientale<sup>(31)</sup>. Même le château fort de la Marienburg, l'ancien chef-lieu de l'Ordre teutonique, qui grâce aux efforts des conservateurs prussiens au XIX<sup>e</sup> siècle passait pour un monument « prussien » ou « allemand », devint un bâtiment « polonais » après 1945. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un publiciste polonais proposa même d'y établir le « Musée central des crimes allemands commis en Pologne »<sup>(32)</sup>. Le besoin d'une identité locale ressenti par une grande partie des nouveaux habitants polonais de la ville de Malbork ainsi que la valeur touristique de cet objet unique de

29 Klaus EICHNER, Gotthold SCHRAMM, *Angriff und Abwehr. Die deutschen Geheimdienste nach 1945*, Berlin, 2007, p. 42.

30 Cf. Geneviève ZUBRZYCKI, « “Oświęcim”/“Auschwitz” : Archeology of a Mnemonic Battleground », in : Erica LEHRER, Michael MENG (dir.), *Jewish Space in Contemporary Poland*, Bloomington, Indiana University Press, 2015, p. 16-45, ici p. 42.

31 Cf. l'intéressante publication de Paweł BANAŚ, *Oswajanie Ziem odzyskanych. Dolny Śląsk na pocztówkach pierwszej powojennej dekady*, Varsovie, Korporacja Polonia, 2009. Le livre fournit une multitude de cartes postales des premières années après 1945 qui témoignent de l'idéologie « piaste » en Basse-Silésie.

32 M. DYBOWSKI, « Co zrobić z zamkiem malborskim? Warownia krzyżacka sanktuarium polskiej martyrologii », *Dziennik Bałtycki*, 16.07.1946, p. 3, cité d'après Jacek FRIEDRICH, *Neue Stadt in altem Gewand. Der Wiederaufbau Danzigs 1945-1960*, Cologne et al., 2010, p. 36.

l'architecture de fortification amenèrent, au cours des années 50, à la reconstruction historique du château qui avait été fortement détruit pendant la guerre ainsi qu'à sa réouverture au public<sup>(33)</sup>. Un troisième argument en faveur de sa reconstruction était le fait que le château fort avait servi, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, comme bâtiment administratif de la couronne polonaise, après la chute de l'Ordre teutonique en Prusse. Dès 1949, il figurait sur la liste des monuments historiques en Pologne.

La « Halle du centenaire » (*Jahrhunderthalle*) de Wrocław fut édifiée en 1913 par l'architecte Max Berg (1870-1947) pour commémorer les guerres antinapoléoniennes. Le bâtiment multifonctionnel subit une polonisation, après 1945. Il change de nom et devient « Halle populaire » (*Hala Ludowa*) et est ainsi instrumentalisé par le régime communiste qui en fait le cadre de « l'Exposition des territoires récupérés » (*Wystawa Ziem Odzyskanych*, WZO) et du « Congrès mondial des Intellectuels pour la défense de la paix » (*Światowy Kongres Intelektualistów w Obronie Pokoju*) en août 1948<sup>(34)</sup>. Ce monument-clé de l'architecture avant-gardiste du début du XX<sup>e</sup> siècle est devenu depuis longtemps un lieu symbole d'identification des habitants de Wrocław avec leur ville. Ces derniers lui ont même rendu son nom d'origine – « Halle du centenaire » (*Hala Stulecia*) – en 2006 lors de son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Il faut toutefois souligner qu'il y a toujours eu en Pologne, et ce même aux époques les plus dures du régime totalitaire entre 1948 et 1989, des intellectuels pour s'opposer à une idéologisation forcée et à la doctrine d'État. Il serait trop simpliste de ne voir à l'origine des transformations politiques de 1989/90 que les conséquences d'une réorientation des mentalités de la société polonaise. Car même les sociétés communistes en Europe de l'Est connaissaient dans l'illégalité ou la semi-légalité des secteurs parallèles permettant à de nombreux intellectuels de résister aux volontés du régime. Leurs plates-formes de communication étaient les gazettes et magazines imprimés au « *samizdat* ». C'est dans ce contexte clandestin que le célèbre politicien oppositionnel polonais Jan Józef Lipski (1926-1991) écrivit son article « Dwie ojczyzny – dwa patriotizmy » (Deux patries – deux patriotismes). J. J. Lipski y faisait référence aux monuments « allemands » des territoires de Pologne occidentale et septentrionale en faisant le parallèle avec le patrimoine matériel polonais situé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en Ukraine, en Belarus et en Lituanie<sup>(35)</sup>. Après l'installation du nouveau gouvernement démocratique, J. J. Lipski concrétisa sa vision en introduisant la notion de « *depositum* », dans un article de 1990 :

« En prenant possession de la Poméranie orientale, de Danzig, de l'Ermland/Varmie, des Masures, du Pays de Lebus, de la Basse Silésie et du Pays d'Oppeln, nous sommes devenus les dépositaires du vaste patrimoine matériel allemand de ces territoires : églises, châteaux, palais, hôtels de ville et célèbres maisons bourgeoises.

33 Cf. Mariusz MIERZWIŃSKI, *Malbork. Zamek krzyżaków*, Bydgoszcz, 2008, p. 35-38.

34 Cf. Maximilian EIDEN, Tobias WEGER, « Von der "Jahrhunderthalle" zur "Hala Ludowa" », in : Marek CZAPLIŃSKI, Hans-Joachim HAHN, Tobias WEGER (dir.), *Schlesische Erinnerungsorte. Gedächtnis und Identität einer mitteleuropäischen Region*, Görlitz, Neisse Verlag, 2005, p. 221-248.

35 Jan Józef LIPSKI, « Dwie ojczyzny – dwa patriotizmy. Uwagi o megalomanii narodowej i ksenofobii Polaków », in : *ID.*, *Powiedzieć sobie wszystko... Eseje o sąsiedztwie polsko-niemieckim/Wir müssen uns alles sagen... Essays zur deutsch-polnischen Nachbarschaft*, Varsovie, Wydawnictwo Wokół nas, 1996, p. 36-73.

Lorsque l'on prend possession de monuments culturels, il ne peut s'agir que d'un *depositum*. Ce qui appartient à la culture d'une nation donnée restera toujours son œuvre et sa gloire. Le dépositaire qui les reçoit doit accepter en même temps la responsabilité. Et c'est à la manière dont il fait face à ces responsabilités que l'on juge son degré de culture. L'Europe a le droit de lui demander des comptes, car aussi bien ce qui a été créé par les Allemands et que ce qui a été créé par les Polonais appartient à la culture européenne commune.

Le premier de ses devoirs est d'empêcher la destruction ou la dégradation de ces monuments. Le fait de tolérer leur destruction ou d'en ignorer la valeur – car il ne s'agit pas de « notre bien » – ou de dénier leur origine allemande ne relève pas du mérite patriotique. Bien au contraire, nous devons leur faire honneur sans la moindre condition »<sup>(36)</sup>.

L'ouverture politique de 1989 permit aux idées élaborées de longue date par Jan Józef Lipski et d'autres penseurs avant-gardistes de l'ancienne opposition anticomuniste de s'affirmer dans l'espace public. Andrzej Tomaszewski (1934-2010), l'un des principaux conservateurs de monuments historiques en Pologne qui coopérait avec de nombreux collègues d'Allemagne et d'ailleurs, popularisa le terme du « *wspólne dziedzictwo kulturowe* », du patrimoine commun aux Allemands et aux Polonais. A. Tomaszewski écrivait en 2004 :

« Durant leurs relations de voisinage plus que millénaires, Allemands et Polonais contribuèrent à la création de l'espace culturel de l'Europe centrale. L'histoire de nos pays nous enseigne, peut-être comme aucune autre histoire en Europe, que l'art n'est pas la propriété d'une seule nation ou d'un seul État, mais qu'elle constitue une valeur universelle. Qu'un monument d'art ou un artefact, voire même un artiste n'appartient pas seulement à l'histoire culturelle d'un peuple, mais qu'il peut appartenir à deux ou plusieurs nations qu'il peut lier les unes aux autres au lieu de les opposer ou de les séparer. Il en résulte le souci de l'étude et de la préservation commune de notre patrimoine européen ainsi que le devoir de transmettre au public la conscience de son immense valeur. Ceci constitue notre contribution à l'Union européenne, à la coopération culturelle du vieux continent qui est en train de se recréer. Dans ce domaine, nous pouvons déjà signaler un certain nombre d'expériences et de succès, mais beaucoup reste encore à faire »<sup>(37)</sup>.

En dépit de cette rhétorique européenne, il reste, dans la pratique, de nombreuses questions ouvertes en Europe centrale et orientale en ce qui concerne les problèmes du patrimoine culturel. Dans la plupart des cas, les controverses sont consciemment minimisées par la diplomatie afin d'éviter les conflits ouverts. Dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, la Bibliothèque d'État de Berlin fit évacuer une partie de ses fonds dans le monastère bas-silésien de Grüssau/Krzeszów, afin de les protéger des attaques aériennes des forces alliées. Ce dépôt comprenait, outre de vastes collections de livres anciens, des autographes précieux ainsi que des incunables. Les bibliothécaires berlinois ne réussirent pas à le ramener à Berlin avant le cessez-le-feu du 8 mai 1945. Il fut alors confisqué et mis en sécurité par des employés

36 Jan Józef LIPSKI, « Depozyt. Niemieckie dziedzictwo kulturowe w Polsce », in: *Powiedzieć sobie wszystko* (note 35), p. 104-106, ici p. 104.

37 Andrzej TOMASZEWSKI, « Deutsch-polnische Kooperation bei der Erforschung und Erhaltung von Kulturgütern. Europäische Perspektiven », in: Bundesinstitut für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa (éd.), *Das gemeinsame Kulturerbe im östlichen Europa. Denkmalpflegerisches Engagement der Bundesregierung 1993-2003. Fördermaßnahmen zur Sicherung und Erhaltung deutscher Kulturdenkmäler im östlichen Europa* (§ 96 BVFG), Oldenburg, BKGE, 2004, p. 18-23, ici p. 23.

du ministère de la Culture du gouvernement polonais qui le transférèrent finalement à la Bibliothèque Jagellonne de Cracovie/Kraków. Cette collection y constitue encore aujourd'hui un département spécial connu sous le titre de « *Berlinka* » (collection berlinoise). Jusqu'à aujourd'hui, la Fondation du patrimoine culturel prussien (*Stiftung Preussischer Kulturbesitz*) qui est responsable de la Bibliothèque d'État de Berlin demande régulièrement à la Bibliothèque Jagellonne de Cracovie de lui restituer cette collection et de la rapatrier à Berlin. Toutefois, les responsables de la bibliothèque polonaise s'y refusent et rejettent catégoriquement cette revendication. La proposition faite par un groupe d'experts allemands et polonais est de placer la « *Berlinka* » sous l'égide d'une fondation européenne. Or, cette idée est jusqu'à présent écartée par les deux côtés, tant polonais et qu'allemand<sup>(38)</sup>.

Un autre sujet donnant fréquemment lieu à des débats passionnels est celui de « l'art volé » (*Raubkunst*) ou de « l'art butin de guerre » (*Beutekunst*)<sup>(39)</sup>. Certaines unités de l'Armée rouge prélevèrent en 1945 des objets de grande valeur des riches collections muséales de Berlin et les transportèrent à Moscou ou bien à Léninebourg/Saint-Petersbourg. Une partie de ces objets sont exposés dans les musées russes, alors qu'une autre partie fut emmagasinée dans des collections spéciales. Peu avant le début de la « crise ukrainienne », une exposition à Saint-Petersbourg fit l'objet d'un éclat diplomatique germano-russe en juin 2013. La chancelière allemande Angela Merkel avait envisagé d'inaugurer au Musée de l'Ermitage l'exposition *L'Âge du bronze – l'Europe sans frontières* avec le président russe Vladimir Poutine<sup>(40)</sup>. Celle-ci devait comporter de précieux objets dont notamment le « trésor d'Eberswalde » enlevé des collections berlinoises par les troupes soviétiques en 1945. A. Merkel qui demandait la restitution des objets en question déclara qu'en cas de refus, elle rentrerait en Allemagne avant même l'ouverture de l'exposition<sup>(41)</sup>. Après de difficiles négociations, Angela Merkel changea d'avis et visita l'exposition controversée avec V. Poutine, tout en renonçant à son discours prévu, dans lequel elle avait voulu insister sur le bien-fondé de la position allemande. Les documents enlevés des archives et des administrations gouvernementales à Berlin en 1945 et qui sont conservés aux Archives spéciales de Moscou sont eux aussi à l'origine de discordes entre l'Allemagne et la Russie. Un rapprochement entre ces perspectives antagonistes ne semble pas être en vue.

Néanmoins, au niveau académique, une coopération fructueuse s'est établie entre les chercheurs allemands et leurs homologues est-européens. La recherche de nouvelles

38 Cf. Reinhold VETTER, *Wohin steuert Polen? Das schwierige Erbe der Kaczyńskis*, Berlin, 2008, p. 98-99, et aussi: Arbeitspapier II der Kopernikusgruppe: Entwurf für eine Lösung der Probleme um kriegsbedingt verbrachte Kulturgüter in Deutschland und Polen, in: Dieter BINGEN, Kazimierz WÓYCICKI (dir.), *Die Kopernikus-Gruppe. Zwischenbilanz eines deutsch-polnischen Gesprächskreises*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2007, p. 21-29.

39 Cf. *Beutekunst*, die, in: Dieter HERBERG, Michael KINNE, Doris STEFFENS, Elke TELLENBACH, Doris AL-WADI (dir.), *Neuer Wortschatz. Neologismen der 90er Jahre im Deutschen*, Berlin, De Gruyter, 2004, p. 28-29; Hannes HARTUNG, *Kunstraub in Krieg und Verfolgung. Die Restitution der Beute- und Raubkunst im Kollisions- und Völkerrecht*, Berlin, De Gruyter, 2005, p. 425-457.

40 Cf. le catalogue *Bronzovyj vek. Evropa bez granic/Bronzezeit. Europa ohne Grenzen*, St. Petersburg, Tabula Rasa, 2013.

41 Cf. « Beutekunst in Sankt Petersburg. Merkel lässt Ausstellungseröffnung mit Putin platzen », *Der Spiegel*, 21.06.2013; « Putin-Merkel-Eklat. Kalter Krieg um Beutekunst », *ibid.*, 21.06.2013.

identités régionales en Silésie, en Poméranie et aux Masures a favorisé la mise en place de ces nouvelles relations. Des initiatives telles que la Communauté culturelle « Borussia », fondée à Olsztyn (l'ancienne Allenstein, en Prusse orientale) par l'historien polonais Robert Traba au cours de la transformation politique, ont rapproché des positions jusque-là opposées et contribué ainsi à surmonter les conflits concernant les interprétations du passé<sup>(42)</sup>. L'Institut Herder à Marburg qui a cessé d'être l'avant-garde de la « *Ostforschung* », et qui est devenu une institution reconnue internationalement, édite, en coopération avec un groupe de chercheurs de la ville polonaise de Wrocław (l'ancien Breslau) une série d'atlas des villes silésiennes lesquels témoignent du patrimoine urbain de cette région et de ses dimensions historiques<sup>(43)</sup>. Une chronique de la Haute-Silésie publiée récemment est le résultat d'une coopération étroite entre historiens polonais, allemands et tchèques<sup>(44)</sup>. Les auteurs ne cherchaient pas conforter à tout prix leurs positions pour aboutir à une fausse image d'harmonie et d'équilibre. Mais le fait de s'être ouvert à une coopération transnationale signifie un progrès remarquable dans le contexte des querelles du passé et de l'histoire contestée de cette région. On pourrait ajouter d'autres exemples positifs de telles coopérations – pensons par exemple aux travaux de la Commission historique germano-tchèque et germano-slovaque ou bien ceux de la Commission permanente d'historiens autrichiens et tchèques en matière du patrimoine culturel commun<sup>(45)</sup>. Toutefois, ces cas particuliers présentent un désavantage : leur dialogue, même fructueux, se déroule le plus souvent dans une tour d'ivoire académique sans atteindre la conscience de la classe politique ou celle de la majorité de la population.

### Rhétorique européenne, droit européen – et la pratique ?

Dans le discours germano-polonais, la formule du « patrimoine commun européen » est devenue une figure rhétorique qui est un lieu incontournable pour beaucoup d'allocutions, les préfaces de brochures d'information ainsi que les émissions radiophoniques. Or, quelle que soit l'importance des écrits de Jan Józef Lipski ou bien

42 Cf. Leszek ŻYLIŃSKI, « Der neu entdeckte Regionalismus. Zum Problem der Regionalität in Polen nach 1989 am Beispiel der Kulturgemeinschaft BORUSSIA », in : Detlef ALTENBURG, Lothar EHRLICH, Jürgen JOHN (dir.), *Im Herzen Europas. Nationale Identitäten und Erinnerungskulturen*, Cologne/Weimar/Vienne, Böhlau, 2008, p. 295-306.

43 Peter HASLINGER, Wolfgang KREFT, Grzegorz STRAUCHOLD, Rościław ŻERELIK (dir.), *Görlitz/Zgorzelec*, Marbourg/Wrocław, Herder Institut (Historisch-topographischer Atlas schlesischer Städte, 1), 2010; *id.* (dir.), *Opole/Oppeln*, Marbourg/Wrocław, Herder Institut (Historisch-topographischer Atlas schlesischer Städte, 2), 2011; *id.* (dir.), *Węgliniec/Kohlfurt*, Marbourg/Wrocław, Herder Institut (Historisch-topographischer Atlas schlesischer Städte, 3), 2012; *id.* (dir.), *Nowa Sól/Neusalz*, Marbourg/Wrocław, Herder Institut (Historisch-topographischer Atlas schlesischer Städte, 4), 2013.

44 Joachim BAHLCKE, Dan GAWRECKI, Ryszard KACZMAREK (dir.), *Historia Górnego Śląska. Polityka, gospodarka i kultura europejskiego regionu*, Gliwice, 2011; version allemande : *id.* (dir.), *Geschichte Oberschlesiens. Politik, Wirtschaft und Kultur einer europäischen Region*, Munich, De Gruyter/Oldenburg, 2015.

45 Pour les activités de la Commission germano-tchèque et germano-slovaque (*Deutsch-Tschechische und Deutsch-Slowakische Historikerkommission*), initiée en 1990 par les ministres des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher et Jiří Dienstbier, voir <www.dt-ds-historikerkommission.de> (14.04.2015, en allemand, tchèque et slovaque). La Conférence tchéco-autrichienne (*Ständige Konferenz österreichischer und tschechischer Historiker zum gemeinsamen kulturellen Erbe*) ne possède cependant pas de page en ligne.

d'Andrzej Tomaszewski, pour le dialogue bilatéral germano-polonais, ces deux auteurs ne peuvent réellement revendiquer la primeur de ce terme. Le Conseil de l'Europe l'utilisait déjà depuis la *Convention culturelle européenne* de 1954, un document qui en a engendré beaucoup d'autres au niveau européen<sup>(46)</sup>. Le choix de la rhétorique européenne peut être authentique et sincère, comme c'est d'ailleurs le cas pour J. J. Lipski et A. Tomaszewski. Dans une optique transnationale, il est notamment défendu par le Cercle de travail d'historiens d'art allemands et polonais (*Arbeitskreis deutscher und polnischer Kunsthistoriker*), initié en 1995<sup>(47)</sup>. Mais, il peut aussi faire partie d'un langage convenu particulièrement utile pour l'obtention de cofinancements européens. Dans le cas de nombreuses organisations d'expulsés et de réfugiés allemands, la rhétorique européenne est une adaptation au discours général, un usage « politiquement correct » de la langue, afin d'éviter toute confrontation ou bien le soupçon de défendre une idéologie caduque voire révisionniste<sup>(48)</sup>. Par conséquent, il convient de lire très attentivement chaque usage de la formule du « patrimoine culturel européen » pour en déchiffrer la sémantique.

Notre quotidien est aujourd'hui fortement imprégné de cette rhétorique européenne. Soulevons toutefois la question de savoir si la seule existence d'un « patrimoine européen commun » est suffisante pour la constitution d'une identité européenne ou celle d'un type idéal de « citoyen européen ». Quelle est la base idéale et matérielle de l'Union européenne telle que nous la connaissons à présent ? Le patrimoine de l'antiquité gréco-romaine ? L'empreinte chrétienne ? Les idées de l'humanisme et du Siècle des lumières ? La tradition démocratique et la mémoire des régimes totalitaires ? La fondation des États-Unis d'Amérique dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle peut fournir une réponse à la question de savoir quelle pourrait être cette base idéale d'une nouvelle création supranationale : la volonté des citoyens. Concernant l'Europe, l'auteur de cet article avoue être plutôt sceptique. Au cours de ces dernières années, la volonté commune s'est réduite au minimum, et avec elle la conscience publique d'un patrimoine commun, laissant davantage la place à des stéréotypes et des hiérarchies mentales. L'auteur partage cette attitude sceptique avec Edwy Plenel (\* 1952) qui travailla pendant de longues années comme rédacteur du *Monde*. Dans une rétrospective autobiographique, Plenel constatait : « Il ne suffit pas de partager un patrimoine commun, encore faut-il vivre dans le même monde »<sup>(49)</sup>.

46 Cf. *Convention culturelle européenne*, in : *Patrimoine culturel européen*, vol. I : *Coopération intergouvernementale. Recueil de textes*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2003, p. 63-66 ; Robert PICKARD, *Patrimoine culturel européen*, vol. II : *Analyse des politiques et de la pratique*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2003, p. 9-22.

47 Cet organe a publié une série de volumes, cf. <[www.bkge.de/arbeitskreis/5972.html](http://www.bkge.de/arbeitskreis/5972.html)> (30.06.2015).

48 Pour la transformation du discours des organisations, cf. Maria TOMCZAK, « Przesiedleńcy wobec wyzwania lat dziewięćdziesiątych (polityka i kultura) », in : Zbigniew MAZUR (dir.), *Wokół niemieckiego dziedzictwa kulturowego na Ziemiach Zachodnich i Północnych*, Poznań, Instytut Zachodni, 1997, p. 539-567, édition allemande : ID., « Die Zusammenarbeit der polnischen Bevölkerung mit den deutschen Aussiedlern beim Schutz des kulturellen Erbes in den polnischen West- und Nordgebieten », in : Zbigniew MAZUR (dir.), *Das deutsche Kulturerbe in den polnischen West- und Nordgebieten*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2003, p. 278-296. À noter la différence sémantique du titre original et de sa traduction en allemand.

49 Edwy PLENEL, *Secrets de jeunesse*, Paris, 2003, p. 188.



La question du patrimoine culturel se situe sur un terrain en pleine évolution. D'un côté, il possède une valeur symbolique qui se concrétise sous forme de lieux de mémoire ou de mythes. De l'autre, le patrimoine constitue un véritable champ d'action pour les conservateurs de monuments historiques, les historiens d'art, les historiens et les représentants de nombreuses autres disciplines. La question de la réception et de l'importance réelle du patrimoine ouvre une troisième voie de recherche possible. Il conviendrait à ces fins de prendre en considération d'autres cas et de comparer la question du patrimoine des Allemands de l'Est à celle d'autres groupes de population privés de leurs régions d'origine. En amplifiant la perspective de Jan Józef Lipski, on pourrait ainsi analyser différentes situations dans lesquelles plusieurs groupes sont « dépositaires » des mêmes biens culturels. Dans un monde de plus en plus globalisé, il nous semblerait important de s'intéresser aux contextes postcoloniaux. Les pratiques liées à la conservation du patrimoine matériel des Juifs européens – partout où il n'y a presque plus de Juifs depuis l'holocauste<sup>(50)</sup> –, le traitement des biens culturels des populations dites « indigènes » – ceux des « Américains natifs » aux États-Unis ou au Canada<sup>(51)</sup> – représentent autant d'exemples pouvant participer d'une approche comparatiste de ces problématiques.

### Zusammenfassung

*Nach dem Versuch einer Definition des Begriffs „Kulturerbe“, der sich aus Vorstellungen des römischen Rechts ableiten lässt, fragt der Beitrag nach dessen Funktion: Er beinhaltet eine Bestandsaufnahme vorhandener kultureller Ausprägungen, lässt sich aber auch als rhetorische Figur zur Formulierung von Ansprüchen und sozialer Hierarchien verwenden. Zu unterscheiden sind immaterielle und materielle Aspekte des kulturellen Erbes. Im Mittelpunkt der Überlegungen steht das Kulturerbe der Deutschen aus dem östlichen Europa, die während bzw. nach dem Zweiten Weltkrieg infolge von Umsiedlungen, Aussiedlungen, Flucht, Vertreibung oder Spätaussiedlung von dort migriert sind. Bereits seit dem 19. Jahrhundert zeigten die Deutschen ein gesteigertes Interesse an den kulturellen Ausprägungen derjenigen Deutschen, die außerhalb des Deutschen Bundes bzw. des Deutschen Reiches lebten. Zunächst geschah dies aus einem romantischen Geist heraus, später durchaus auch mit „alldeutschen“ Überzeugungen. Nach den Gebietsverlusten nach 1918 prägte sich eine Rhetorik des Verlustes aus, die häufig mit materiellen Kulturgütern argumentativ unterfüttert wurde. Analog geschah dies auch nach 1945, mit Hilfe staatlicher Unterstützung und eines engen politischen und wissenschaftlichen Organisationsnetzes. In den Ländern im östlichen Europa erfolgte während der Jahrzehnte nach 1945 eine Reinterpretation des „deutschen Kulturerbes“, wobei sich unter Dissidenten ein alternativer Diskurs ausprägte, wie am Beispiel Polens gezeigt wird. Inzwischen ist der Begriff des „gemeinsamen Kulturerbes“ zu einer festen Formel*

50 Cf. le nouveau Musée de l'histoire des Juifs polonais (*Muzeum Historii Żydów Polskich POLIN*) ouvert à Varsovie en 2014, <[www.polin.pl/pl](http://www.polin.pl/pl)> (30.06.2015).

51 Cf. leur muséification au Musée d'anthropologie (*Museum of Anthropology*) de Vancouver, British Columbia, <[moa.ubc.ca](http://moa.ubc.ca)> (30.06.2015), et au Musée national de l'Indien américain (*National Museum of the American Indian*) de Washington DC, <[www.nmai.si.edu](http://www.nmai.si.edu)> (30.06.2015).



geworden. Sie geht einher mit der Frage nach den kulturellen Wurzeln Europas, der aber auch der Imperativ eines gemeinsamen politischen Willens entgegengesetzt werden kann. Der Begriff des „gemeinsamen europäischen Kulturerbes“ oszilliert zwischen Rhetorik, Legislation und politischer Praxis.

### Abstract

After an attempt to define the concept of “cultural heritage” which can be deducted from the Roman law, the article discusses its function: It includes an inventory of existing cultural emanations, but can also be used as a rhetoric figure in order to formulate claims and social hierarchies. One should distinguish immaterial and material aspects of the cultural heritage. The article focuses on the cultural heritage of Germans from Eastern Europe who migrated during of after World War II as a consequence of resettlements, evacuations, flight, expulsion of late repatriation. Already since the 19th century, the Germans showed an increased interest in cultural emanations of those Germans living outside the boundaries of the German Confederation resp. the German Empire. At the beginning this was motivated by a romantic spirit, later by Pan-German convictions. After the territorial losses after 1918, a rhetoric of loss was cultivated, the arguments of which were often based on material culture. In an analogue way this happened after 1945, with State support and a narrow network of political and scholarly organizations. In the Eastern European countries, the “German cultural heritage” underwent a reinterpretation in the decades after 1945. Dissidents developed an alternative discourse, as the article states, giving the example of Poland. In the meantime, the term “common European cultural heritage” has become a constant formula. This concept goes along with the query of Europe’s cultural roots, which can be opposed by the imperative of a common political will. The term “common European cultural heritage” oscillates between rhetoric, legislation and political practice.